



SOS-TORTURE / BURUNDI  
Celui qui sauve une vie sauve l'humanité toute entière.

## BURUNDI BULLETIN DE JUSTICE

Edité par SOS-TORTURE / BURUNDI

<http://sostortureburundi.org>



*Bulletin de Justice N° 70 du 30 Mai 2024*

### *Des pénuries incessantes du carburant*

## QUI TERNIT L'IMAGE DU BURUNDI ?



*A gauche, des véhicules garés à une station-service vide de carburant*

*En haut à droite, une longue file d'attente au parking de bus sur le site de l'ancien marché du centre de la ville de Bujumbura.*

*En bas à droite : vue partielle des présumés malfaiteurs « appréhendés » qui ont mené une attaque à la grenade au parking des bus le 10 mai 2024.*

## Editorial

Le régime de Gitega est agacé par des images sur les réseaux sociaux où on observe, dans la capitale économique Bujumbura, de longues files d'attente dans les parkings des bus et des rangées des véhicules devant les stations-service vides de carburant.

Et comme « un malheur ne vient jamais seul », des malfaiteurs ont empiré la situation en lançant des grenades, le 10 mai 2024, sur le parking de bus situé sur le site de l'ancien marché central de Bujumbura, blessant 38 personnes, dont 5 grièvement.<sup>1</sup> Le lendemain, 11 mai 2024, le Gouvernement du Burundi a attribué l'attaque aux « *terroristes recrutés et formés, équipés même en armement au Rwanda, par le Rwanda* », ce que le Rwanda a démenti formellement.<sup>2</sup>

Partant de cet incident sécuritaire, la police burundaise a annoncé une mesure inédite, le 30 mai 2024, interdisant aux propriétaires des engins roulants de les garer près des stations-service sans carburant. Les pannes sèches sont également interdites, car les conducteurs de ces engins ont l'obligation de se rassurer qu'ils disposent suffisamment du carburant pour éviter de les arrêter au milieu de la route.<sup>3</sup>

L'objectif inavoué de ces tracasseries policières est de masquer la réalité du spectacle désolant des effets des pénuries du carburant, contrariant ainsi le discours présidentiel selon lequel le Burundi est comparable au « *paradis* », un pays qui ne compte plus sur aucune aide extérieure et qui porte plutôt assistance aux autres.<sup>4</sup> En effet, des journalistes ont été contraints de supprimer les images prises sur les parkings sans bus dans la capitale économique notamment par des policiers qui les accusaient de ternir l'image du pays. Puis, sans raison apparente, des policiers dispersent parfois des gens qui attendent désespérément les bus sur le parking de l'ancien marché central de Bujumbura.

Mais, en réalité, cette situation morose résulte de la mauvaise gestion des ressources du pays dont la responsabilité première revient aux hautes autorités.

C'est ainsi que, lors de l'analyse budgétaire réalisée par les députés, le 26 avril 2024, pour l'exercice 2022-2023, le constat alarmant dégagé est que certaines institutions de la République, à commencer par la Présidence, ont dépensé plus d'argent que ce qui leur avait été alloué dans le budget général de l'Etat de 2023.

<sup>1</sup> Télé Renaissance, 14 Mai 2024, **Des jets de grenades font encore des victimes à Bujumbura (P. Nkurikiye)** Lien : <https://telerenaissance.org/des-jets-de-grenades-font-encore-des-victimes-a-bujumbura-p-nkurikiye/>

<sup>2</sup> TV5 Monde, 12 Mai 2024, **Burundi : le Rwanda dément être "en lien" avec l'attaque à Bujumbura.** Lien : <https://information.tv5monde.com/afrique/burundi-le-rwanda-dement-etre-en-lien-avec-lattaque-bujumbura-2721640>

<sup>3</sup> SOS MEDIAS BURUNDI, 30 Mai 2024, **Burundi : les autorités peinent à fournir du carburant mais ne veulent plus de véhicule sur les stations-service** Lien : <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/30/burundi-les-autorites-peinent-a-fournir-du-carburant-mais-ne-veulent-plus-de-vehicule-sur-les-stations-services/>

<sup>4</sup> RPA, 23 mars 2024, **Divagations ou échappatoires pour fuir ses responsabilités ?**, Lien : <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/politique/divagations-ou-echappatoires-pour-fuir-ses-responsabilites>

Voici un exemple frappant : « *L'intendance du Chef de l'Etat, les missions des fonctionnaires à la présidence et les voyages externes du président ont dépassé le plafond budgétaire en 2023* »<sup>5</sup> Ces voyages ont un impact lourd sur les maigres réserves des devises dont disposent le pays et qui manquent notamment pour l'importation des produits pétroliers.

Cette mauvaise gestion est à situer dans le contexte permanent de malversations économiques et de corruption qui caractérise le pays depuis des années. Pour l'année 2023, l'indice de perception de la corruption, établi par Transparency International, classe le Burundi au 162<sup>ème</sup> rang sur 180 pays, avec un score de 20 sur 100, d'où le pays figure parmi les 20 pays les plus corrompus de la planète. Ainsi, selon Transparency International, « *Les cas de corruption dans les systèmes judiciaires et les défis connexes vont de la corruption à l'extorsion et l'ingérence politique dans les systèmes judiciaires de pays (...)* ».<sup>6</sup>

En conséquence, la pauvreté sévit dans le pays où même les salariés tirent sur la sonnette d'alarme car ils sont devenus incapables de subvenir à leurs besoins, comme l'a déclaré le président de la Confédération des Syndicats du Burundi (COSYBU) le 1<sup>er</sup> mai 2024.<sup>7</sup>

Dans la présente édition du Bulletin de Justice, l'on s'interroge si ce n'est pas le Gouvernement lui-même qui ternit l'image du pays par sa mauvaise gouvernance et dont les effets se traduisent par le spectacle unique au monde de files d'attente sur les parking de bus et des rangées de véhicules devant les stations-service sans carburant ?

La première partie évoque la politique de l'autruche du Gouvernement qui veut se mettre à l'abri des projecteurs des médias en prenant des mesures sans lendemain comme l'interdiction des rangées de véhicules devant les stations-service alors que de pénuries récurrentes de carburant nourrissent davantage le mécontentement populaire.

La deuxième revient sur le manque de volonté politique pour s'attaquer à la racine des problèmes plutôt que de mettre l'accent sur leurs conséquences pour sauver son image uniquement. Elle est suivie d'une conclusion mettant en exergue la responsabilité première des hautes autorités dans les pénuries actuelles et des recommandations pour y remédier.

*La Rédaction*

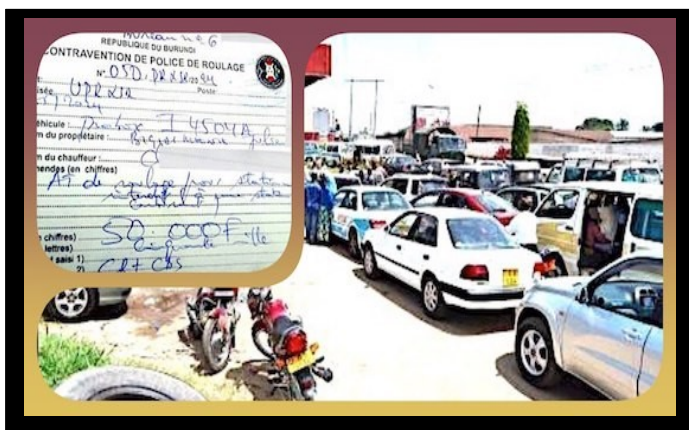
---

<sup>5</sup> IWACU, 13 Mai 2024, **Budget de l'Etat : La présidence explose le tableau**, <https://www.iwacu-burundi.org/budget-de-letat-la-presidence-explose-le-tableau/>

<sup>6</sup> Transparency International, 30 Janvier 2024, **IPC 2023 DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE : IMPUNITÉ POUR RESPONSABLES CORROMPUS, ESPACE CIVIQUE RESTREINT ET ACCÈS À LA JUSTICE LIMITÉ**  
Lien : <https://www.transparency.org/fr/news/cpi-2023-sub-saharan-africa-corruption-impunity-civic-space-access-justice>

<sup>7</sup> BURUNDI ECO, 3 Mai 2024, **Une pénurie inquiétante**, Lien : <https://burundi-eco.com/wp-content/uploads/2024/05/Journal-Burundi-Eco-nr-607-du-vendredi-03-Mai-2024.pdf>

## Une mesure pour la protection des personnes ou de l'image du pays ?



Des véhicules garés à une station d'essence sans carburant et une copie d'amende de 50.000 FBU infligée à un chauffeur le 29 mai 2024 pour « stationnement interdit à une station de carburant »

La police burundaise a annoncé le 30 mai 2024 une mesure interdisant le stationnement de véhicules devant un point de distribution du carburant qui n'en dispose pas. « **Il est strictement interdit de faire des rangées de véhicules le long de la route ou devant les stations-service en attente du carburant. Il est plutôt souhaité que quelqu'un qui veut s'approvisionner en carburant s'informe et sache sur quelle station-service il va trouver le carburant dont il a besoin** » Des amendes allant

jusqu'à 50000 FBU sont déjà appliquées.<sup>8</sup>

La raison invoquée officiellement est « **la facilitation de la circulation sur la voie routière et le souci d'assurer la sécurité des personnes et des biens** ».

Il y a lieu de penser que la mesure serait motivée par l'incident sécuritaire du 10 mai 2024 lorsque des malfaiteurs ont mené une attaque à la grenade sur le site de l'ancien marché central de Bujumbura blessant 38 personnes dont cinq grièvement. L'incident a été qualifié de « **terroriste** » par le ministère de la sécurité publique.<sup>9</sup>

Le lendemain, 11 mai 2024, le Gouvernement du Burundi a attribué l'attaque aux « **terroristes recrutés et formés, équipés même en armement au Rwanda, par le Rwanda** », ce que le Rwanda a démenti formellement<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> SOS MEDIAS BURUNDI, 30 Mai 2024, Burundi : **les autorités peinent à fournir du carburant mais ne veulent plus de véhicule sur les stations-services** Lien : <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/30/burundi-les-autorites-peinent-a-fournir-du-carburant-mais-ne-veulent-plus-de-vehicule-sur-les-stations-services/>

<sup>9</sup> Télé Renaissance, 4 Mai 2024, op.cit.

<sup>10</sup> TV5 Monde, 12 Mai 2024, Burundi : le Rwanda dément être "en lien" avec l'attaque à Bujumbura, Lien : <https://information.tv5monde.com/afrique/burundi-le-rwanda-dement-etre-en-lien-avec-lattaque-bujumbura-2721640>





Images de longues files d'attente qui « **ternissent l'image du pays** »

Mais, en réalité, le régime de Gitega est agacé par des images sur les réseaux sociaux où on observe, dans la capitale économique Bujumbura, de longues files d'attente dans les parkings de bus et des rangées de véhicules devant les stations-service vides de carburant.

A ce propos, le journal SOS Médias Burundi a recueilli des témoignages selon lesquels des journalistes locaux ont été contraints de supprimer des images prises sur des parkings sans bus dans la capitale économique notamment. En effet, des policiers ont brandi des menaces à leur endroit leur signifiant que ce sont eux qui ternissent l'image du pays. Puis d'autres sources signalent que des policiers dispersent parfois des gens qui attendent désespérément les bus sur le parking de l'ancien marché central de Bujumbura.<sup>11</sup>

Il ressort clairement de ce qui précède que la mesure prise s'inscrit dans le souci gouvernemental de protéger son image car le Burundi reste le seul pays au monde dans lequel l'on observe régulièrement de longues files d'attente de personnes sur des parkings de bus et de véhicules sans carburant devant les stations-service.

## Un manque de volonté politique pour s'attaquer à la mauvaise gouvernance comme source des maux

---

Le spectacle désolant des effets des pénuries récurrentes du carburant résulte de la mauvaise gestion des ressources du pays dont la responsabilité première revient aux hautes autorités du pays.

En effet, lors de l'analyse budgétaire réalisée par les députés, le 26 avril 2024, pour l'exercice 2022-2023, le constat alarmant dégagé est que certaines institutions de la République, à commencer par la Présidence, ont dépensé plus d'argent que ce qui leur avait été alloué dans le budget général de l'Etat de 2023.

L'exemple frappant est que « *l'intendance du Chef de l'Etat, les missions des fonctionnaires à la présidence et les voyages externes du président ont dépassé le plafond budgétaire en 2023* »

---

<sup>11</sup> SOS MEDIAS BURUNDI, 30 Mai 2024, Burundi : les autorités peinent à fournir du carburant mais ne veulent plus de véhicule sur les stations-services Lien : <https://www.sosmediasburundi.org/2024/05/30/burundi-les-autorites-peinent-a-fournir-du-carburant-mais-ne-veulent-plus-de-vehicule-sur-les-stations-services/>

A ce sujet, le Groupe de Presse IWACU a fait le décompte des voyages et des sommets organisés par la Présidence de la République durant l'année budgétaire 2022-2023. Ainsi, en 2022, le Président Evariste Ndayishimiye accompagné de son épouse ont effectué 11 voyages en 2022, soit une moyenne d'un voyage par mois à peu près, contre 9 voyages en 2023.

Le constat amer fait par le député Agathon Rwasa est le manque de discipline financière : **« Au niveau des missions à l'étranger des fonctionnaires à la présidence, le crédit voté était de 700.000.000, mais l'exécution va au-delà de 2.300.000.000. Au niveau des voyages du Président de la République, le crédit voté était de 800.000.000, mais l'exécution va au-delà d'un milliard ».**

Ces voyages ont un impact lourd sur les maigres réserves des devises dont dispose le pays et qui manquent cruellement notamment pour l'importation des produits pétroliers.

Puis, d'autres malversations ruinent l'économie nationale comme cela a été révélé au public, le 29 mai 2024, par le ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi (MFPTE), M. Vénuste Muyabaga, qui a déclaré qu'un montant de trois milliards de Francs burundais a été volatilisés par certains fonctionnaires de l'Etat sans que personne ne soit poursuivi en justice.<sup>12</sup>

Il est à rappeler que l'indice de perception de la corruption en 2023, établi par Transparency International, classe le Burundi au 162<sup>ème</sup> rang sur 180 pays, avec un score de 20 sur 100 d'où le pays figure parmi les 20 pays les plus corrompus de la planète. Ainsi, selon cette institution : **« Les cas de corruption dans les systèmes judiciaires et les défis connexes vont de la corruption à l'extorsion et l'ingérence politique dans les systèmes judiciaires de pays (...) ».**<sup>13</sup>

En conséquence, la pauvreté sévit dans le pays où même les salariés tirent sur la sonnette d'alarme car ils sont devenus incapables de subvenir à leurs besoins, comme l'a déclaré, le président de la Confédération des Syndicats du Burundi (COSYBU), le 1<sup>er</sup> mai 2024. Mais le Président de la République renvoie la balle dans le camp des fonctionnaires **« qui sont parfois paresseux ainsi qu'à la mauvaise utilisation des fonds publics, à la corruption et au manque de dignité en milieu de travail et cela nécessite une autoévaluation ».**<sup>14</sup>

D'après l'expert économiste burundais, André Nikwigize **« l'état actuel de l'économie nationale est catastrophique : la pauvreté de la population s'amplifie, le déficit de la balance commerciale se creuse, le pays manque de devises pour importer, tandis que les aides extérieures, principale source de devises étrangères, se rétrécissent, les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, y compris les membres de la Diaspora, hésitent à investir au**

---

<sup>12</sup> ABP, 30 mai 2024, **Un montant de Trois milliards de FBU volatilisés par certains fonctionnaires de l'Etat**, Lien : <https://abpinfo.bi/2024/06/06/un-montant-de-trois-milliards-de-fbu-volatilise-par-certains-fonctionnaires-de-letat-2/>

<sup>13</sup> Transparency International, 30 Janvier 2024, **IPC 2023 DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE : IMPUNITÉ POUR RESPONSABLES CORROMPUS, ESPACE CIVIQUE RESTREINT ET ACCÈS À LA JUSTICE LIMITÉ**  
Lien : <https://www.transparency.org/fr/news/cpi-2023-sub-saharan-africa-corruption-impunity-civic-space-access-justice>

<sup>14</sup> BURUNDI ECO, 3 Mai 2024, **Une pénurie inquiétante**, Lien : <https://burundi-eco.com/wp-content/uploads/2024/05/Journal-Burundi-Eco-nr-607-du-vendredi-03-Mai-2024.pdf>

***Burundi, par conséquent, le pays manque de carburant, les entreprises publiques sont paralysées*** ».<sup>15</sup>



Mais, le Président de la République (photo ci-contre) se complait dans le statu quo à travers ses sorties médiatiques. Pour lui, le Burundi est au point où il ne compte plus sur aucune aide extérieure et il aide plutôt les autres.

Pour lui encore, « ***Ça fait énormément de bien de gouverner des gens heureux. Tous les burundais se réjouissent à présent de leur quotidien, exception faite des burundais qui sont esclaves du Rwanda. Ceux-là ne cessent de grincer les dents et de médire*** ».<sup>16</sup>



Cependant, ce discours élogieux du Président de la République est nuancé par les propos du Premier ministre, Gervais Ndirakobuca, (photo ci-contre) lorsqu'il reconnut devant les députés à l'Assemblée nationale, le 24 avril 2024, qu'il n'a pas de solution à donner face à la crise économique qui frappe le Burundi. Pour lui, la racine du problème est à situer dans la crise du 3<sup>ème</sup> mandat de feu président Pierre Nkurunziza. « ***Ce qui est important, c'est de noter***

***que ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui, ce sont les conséquences des sanctions infligées au Burundi de 2015 à 2020*** ».<sup>17</sup>

Cette cacophonie des interventions au sommet de l'Etat sur l'état des lieux de la situation socio-économique du pays n'est pas de nature à rassurer quant à la volonté politique de remédier à la mauvaise gouvernance qui reste la source de la crise que traverse le pays.

Dans son analyse, l'ONG PARCEM<sup>18</sup> dresse un tableau sombre qui devait attirer l'attention du Gouvernement sur la situation préoccupante qui prévaut en faisant remarquer que les entreprises publiques comme SOSUMO<sup>19</sup>, ONATEL<sup>20</sup>, REGIDESO<sup>21</sup> de même que la BRARUDI<sup>22</sup> et l'Econet-Leo Wireless sont en train de saborder suite à la situation économique difficile et risquent d'envoyer une grande partie de leur personnel en chômage.

Les problèmes endémiques de manque d'eau et d'électricité, de justice, de devises, d'accès aux crédits bancaires, de déficit budgétaire chronique qui provoque des effets d'éviction, de

<sup>15</sup> IWACU, 11 MAI 2024, Journée de Réflexion sur les exportations du Burundi : Pourquoi maintenant ? <https://www.iwacu-burundi.org/journee-de-reflexion-sur-les-exportations-du-burundi-pourquoi-maintenant/>

<sup>16</sup> RPA, 23 mars 2024, **Divagations ou échappatoires pour fuir ses responsabilités ?**, Lien : <https://www.rpa.bi/index.php/actualites/politique/divagations-ou-echappatoires-pour-fuir-ses-responsabilites>

<sup>17</sup> IWACU, 03 mai 2023, L'aveu du Premier ministre, Lien : <https://www.iwacu-burundi.org/laveu-du-premier-ministre/>

<sup>18</sup> Paroles et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités.

<sup>19</sup> Société Sucrière du Moso.

<sup>20</sup> Office National des Télécommunications.

<sup>21</sup> Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité du Burundi.

<sup>22</sup> Brasserie et Limonaderie du Burundi.

manque de libéralisation économique où le Gouvernement continue à intervenir de façon intempestive dans les affaires du secteur privé, créent un malaise général au sein d'une population qui croupit dans une misère inouïe.

Le problème de la corruption endémique fait qu'aujourd'hui le semeur au Burundi n'est plus le moissonneur à cause des agents de l'administration qui continuent à sucer la force des gens qui sont en train de vivre de leurs sueurs.<sup>23</sup>

## Conclusion

---

Au regard de ce qui précède, la conclusion qu'on peut tirer est que l'image du pays est ternie par les hautes autorités qui manquent de volonté politique pour assainir la gestion budgétaire et combattre les multiples formes de malversations économiques et de corruption endémiques qui sont les principales causes de la crise socio-économique, aggravée par les pénuries des devises, du carburant et d'autres produits de première nécessité.

La tendance des autorités est de se voiler la face en cherchant des boucs émissaires faciles à désigner, comme des journalistes qui mènent des reportages sur les situations de pénuries du carburant, au lieu de s'attaquer à la vraie source des maux qui rongent la société burundaise, à savoir la mauvaise gestion des ressources du pays.

Les propriétaires des engins roulants qui les garent aux stations-service vides de carburant en attente de l'arrivée hypothétique des livraisons de ce produit ne devaient pas également être doublement sanctionnés en payant des amendes alors qu'ils ne sont pas servis.

Le carburant étant un produit stratégique qui influe sur les prix des autres produits et services, le Gouvernement devrait y réserver une attention particulière pour éviter des pénuries qui ne font qu'accroître le mécontentement de la population à l'échelle nationale.

Tout doit être donc mis en œuvre pour pallier ce manque de volonté politique qui se manifeste par le discours contradictoire au sommet de l'Etat sur l'état des lieux de la situation socio-économique préoccupante du pays et les stratégies appropriées pour y remédier.

Le Gouvernement est ainsi appelé à mettre à profit la diversité des expertises disponibles dans le pays et qui sont susceptibles de proposer de solutions durables et appropriées en vue de l'accroissement de la production et des exportations en vue de pallier le manque criant des devises.

Les hautes autorités du pays doivent également mettre fin aux discours démagogiques sur l'indépendance du pays vis-à-vis de l'aide extérieure en relançant de manière effective la coopération avec les partenaires techniques et financiers qui ne demandent que l'application des principes de bonne gouvernance et le respect des droits humains découlant des instruments régionaux et internationaux signés et ratifiés par l'Etat du Burundi.

\*\*\*\*\*

---

<sup>23</sup> PARCEM, 1<sup>er</sup> mai 2024, <https://parcem.org/index.php/actualites/bonne-gouvernance>